

Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Jeudi 29 septembre 2022 - 10h30

INVITÉ : ENGIE

Intervention d'Édouard SAUVAGE, Directeur général adjoint d'ENGIE

INTERVENANTS

Animation par Stéphane SIGNORET

Xavier PINTAT

Président de la FNCCR

Édouard SAUVAGE

Directeur général adjoint d'ENGIE



Stéphane SIGNORET

Bonjour à tous. Nous arrivons au terme de ce 38e Congrès de la FNCCR. Différents mots avaient été affichés à l'ouverture de ce congrès. J'avais notamment retenu « mutualisation », « expertise », « confiance », « mobilité », et tant d'autres encore. Ces thèmes ont donné lieu à de nombreux échanges au cours de ces trois jours.

Cette dernière ligne droite compte deux moments forts : un échange avec Édouard SAUVAGE, Directeur général adjoint d'ENGIE, en charge des activités d'infrastructures (qui compte GRDF, GRTgaz, Storengy et ENGIE), en présence de Xavier PINTAT, Président de la FNCCR, puis la clôture de ce congrès, avec une allocution de Madame Caroline CAYEUX, Ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales.

Je vous propose d'accueillir Monsieur Xavier PINTAT.

Monsieur le Directeur général adjoint, je suis extrêmement heureux de vous retrouver parmi nous à l'occasion du 38e congrès national de notre Fédération, que vous connaissez bien, car nous avons beaucoup travaillé ensemble. Vous étiez d'ailleurs déjà des nôtres lors du précédent congrès de Nice, alors que vous occupiez vos précédentes fonctions de Directeur général de GRDF.

Comme j'ai eu l'occasion de l'évoquer mardi matin avec celle qui vous a succédé, Mme Laurence POIRIER-DIETZ, la FNCCR, France Urbaine et GRDF ont ouvert, sous votre égide et avec succès, le chantier de l'élaboration d'un nouveau modèle de contrat de concession, qui a trouvé son aboutissement récemment, avec l'approbation de nos instances dirigeantes.

Madame Catherine MCGREGOR, Directrice générale d'ENGIE, que j'ai rencontrée au cours de l'été, a été retenue en raison de l'agenda énergétique très contraint, et que l'on imagine fort bien dans le contexte actuel, ce qui nous vaut le plaisir de vous recevoir comme représentant d'ENGIE dans le cadre de ce congrès de Rennes.

C'est donc cet opérateur majeur issu de l'ancien Gaz de France, aujourd'hui présent sur l'ensemble des filières énergétiques, que nous allons entendre par le biais de votre voix. Le paysage de l'énergie paraît aujourd'hui bien sombre et les défis à relever se multiplient. La tradition énergétique s'est imposée au fil des années comme le cadre de référence dans lequel doit désormais s'inscrire l'ensemble de nos choix politiques : les canicules, les incendies, les sécheresses, les orages violents nous en ont rappelé avec insistance, et parfois de manière tragique, l'impérieuse nécessité.

L'Union européenne nous a assigné des objectifs logiquement de plus en plus exigeants en termes d'énergies renouvelables et de sobriété énergétique. Ainsi, à l'horizon 2050, nos émissions de gaz à effet de serre devront avoir été réduites de 50 % par rapport au niveau de 1990. Mais la route sera longue, difficile, et nous sommes d'ores et déjà en retard par rapport à des objectifs plus proches. Par exemple, la puissance éolienne installée en France en 2022 dépasse à peine 70 % de l'objectif qui était prévu pour 2023. Selon toute probabilité, cet objectif ne pourra être atteint.

À ces enjeux environnementaux majeurs se superpose depuis février 2022 une préoccupation nouvelle : celle de l'indépendance énergétique dont la guerre russo-ukrainienne ranime l'acuité, alors que nous avons un peu perdu de vue cet aspect depuis de nombreuses années.

Il en résulte donc à la fois un risque de pénurie d'énergie de réseau, accentué par un niveau élevé d'indisponibilité des centrales nucléaires, et une augmentation rapide de leur prix. Cette envolée des prix du gaz et de l'électricité est très vivement ressentie par les collectivités et leurs groupements, qui sont confrontés aujourd'hui à des hausses vertigineuses à l'occasion notamment du renouvellement de leurs marchés publics. D'évidence, des réformes ambitieuses de nos systèmes énergétiques, de nos modes de production et de consommation d'énergie sont désormais indispensables.

La FNCCR a toujours été critique sur l'organisation du système électrique, qui dans le contexte difficile que l'on connaît, ne permet pas aux consommateurs français de bénéficier du juste retour sur investissement de son mix de production, puisqu'ils payent l'électricité à un prix beaucoup plus élevé que le prix moyen de l'électricité qui est produite en France. Cela n'est pas normal, car notre électricité largement décarbonée est donc beaucoup plus vertueuse que l'électricité produite à un prix très élevé en Europe centrale ou en Europe orientale, qui sert aujourd'hui de référence au marché. Je crois qu'il nous faudra inventer de nouvelles façons de vendre et d'acheter de l'énergie, à l'instar des contrats long terme (PPA) qu'ENGIE et notre Fédération appellent de leurs vœux.

En matière gazière, nous soutenons le développement de la filière des biogaz, mais nous craignons beaucoup que celle-ci soit peut-être une victime collatérale de la remise en place générale du gaz fossile dans le mix énergétique. Il nous faudra donc être très attentifs.

ENGIE est directement, ou via ses filiales, comme GRDF, GrTgaz, Elengy ou Storengy, un acteur central sur les divers maillons de la chaîne énergétique, depuis la production jusqu'à la consommation. Nous sommes donc particulièrement intéressés par les choix stratégiques du groupe ENGIE et son positionnement sur les enjeux majeurs que je viens de rappeler.

Monsieur le Directeur général adjoint, nous allons donc vous écouter avec grande attention. Au nom de la Fédération et de l'ensemble de nos adhérents, je vous remercie très vivement de nous consacrer un moment et d'avoir accepté un échange à l'issue de votre intervention.



Je remercie le Président PINTAT pour son introduction que je trouve tout à fait remarquable. On reconnaît bien là votre parfaite maîtrise du monde de l'énergie, ainsi que votre capacité à aller à l'essentiel et à soulever les enjeux majeurs.

Je vous remercie de votre invitation et suis très heureux de pouvoir me tenir parmi vous et d'intervenir devant les vrais piliers, ceux qui restent jusqu'à la dernière minute au Congrès, alors que les agendas de chacun sont très contraints. Cette invitation m'a permis d'apprécier notre soirée hier à Saint-Malo au cours de laquelle j'ai vraiment senti cet élan collectif et cette joie de tous les participants d'être à nouveau réunis de pouvoir échanger, dans ces périodes extrêmement difficiles. Je crois que le thème de ce congrès était «se réinventer ensemble». Il me semble que le pari gagné, au moins pour ce qui concerne «ensemble». Se réinventer sera un travail de longue haleine, qui prendra beaucoup de temps, mais je ne doute pas que nous saurons tous rebondir.

Je vois le graphiste à l'œuvre en retrait de la scène et, en regardant tous ses panneaux, il me semble difficile de ne pas répéter tout ce qui a déjà été dit. En effet, nous sommes tous confrontés à une situation sans précédent dans le domaine de l'énergie, sujet que tout le monde a souligné. En même temps, il m'est impossible de ne pas le dire.

Je voudrais profiter de la possibilité qui m'est offerte pour présenter la vision d'ENGIE dans cette situation, avec un axe tout particulier pour nous : l'impact de cette crise pour les clients. J'avoue qu'au tout début de la crise, voyant les prix du marché de l'électricité et du gaz atteindre des niveaux sans précédent, j'avais ressenti une certaine apa-

thie devant les réactions des uns et des autres, liées au fait que beaucoup de clients avaient, avec précaution, sécurisé des prix fixes pour une certaine durée, que les gouvernements avaient mis en place des systèmes de bouclier tarifaire pour limiter la hausse pour les clients particuliers, lesquels n'ont pas été sensibles tout de suite à cette forte hausse. Malheureusement, aujourd'hui, nous devons collectivement trouver les bonnes solutions pour faire face à cette crise dont les impacts sont majeurs dans tous les secteurs : clients industriels, collectivités locales, acteurs publics, et l'ensemble de nos concitoyens.

La concomitance de trois scénarios catastrophes

Comme vous l'avez souligné, cette crise est extrême. En 2022, nous avons vécu les trois scénarios extrêmes que chacun avait en tête en espérant qu'ils ne se produiraient jamais :

■ La crise climatique

ENGIE est le deuxième opérateur hydraulique en France, et un très important opérateur hydraulique au Portugal. Les productions ont dépassé la probabilité centennale. Cela signifie que les pertes hydrauliques que nous avons connues cette année ne devraient pas se produire statistiquement. Nos modèles sont en effet basés sur des modèles historiques. L'impact du réchauffement climatique prégnant nous amène à revoir complètement ce que signifie faire face à des scénarios climatiques inattendus, notamment dans les filières renouvelables. Au-delà du secteur hydraulique qui a fait face à une situation inconnue jusqu'alors, nous savons aussi que la production éolienne a été inférieure à ce qu'elle devrait être.

■ Le choc géopolitique

Vous avez rappelé qu'ENGIE est en partie l'héritier de Gaz de France. De tout temps, la politique des pouvoirs publics et de Gaz de France était de dire qu'il fallait être en mesure de faire face à un incident géopolitique qui nous priverait d'une source majeure d'alimentation en gaz. Cela n'était jamais arrivé jusqu'à cette année et cela s'est finalement produit en 2022, puisqu'il n'y a plus aucun flux du gaz russe vers la France. Heureusement, nous étions préparés à la situation et avons pu y faire face. Mais c'est aussi un incident sans précédent, qui se cumule à la crise climatique et à un troisième incident.

■ Le parc nucléaire au ralenti

L'autorité de sûreté nucléaire avait en effet annoncé que nous ne sommes jamais à l'abri d'avoir une découverte générique sur une partie du parc nucléaire qui amènerait à devoir arrêter des réacteurs.

La même année, ces trois événements se sont cumulés, alors que tous n'étaient pas inattendus. En effet, concernant le parc nucléaire, nous savions que le risque existait. En tout cas, nous n'avions jamais connu cette situation.

Vous avez raison de souligner que la situation est sombre. Mais je crois que nous devons aussi être fiers, car pour l'instant, l'éclairage fonctionne toujours, l'électricité est toujours là et tout le monde est toujours chauffé. C'est dire que l'ensemble des systèmes énergétiques de tous ces acteurs a réussi à faire face à un tel cumul des trois situations les pires que nos scénarios envisageaient est une grande réussite, et tout le monde y a pris sa part.

La sécurité de l'approvisionnement : un enjeu majeur

Le cumul de ces trois scénarios a eu pour conséquence une flambée des prix sans précédent, et a aussi rappelé les enjeux cruciaux de sécurité de l'approvisionnement.

Pour ENGIE, tant en tant qu'acheteur de gaz qu'en tant que gestionnaire d'infrastructures à travers ses différentes filiales, cela été un challenge énorme. En tant qu'acheteur de gaz, nous avons réussi à diversifier nos approvisionnements en achetant du gaz naturel liquéfié auprès de l'Algérie et des États-Unis, et en faisant revenir vers la France quelques cargaisons supplémentaires qui n'étaient plus destinées à l'Asie. Nous sommes également parvenus à maintenir un très haut niveau de performance et de disponibilité des infrastructures gazières. Compte tenu de la diminution des consommations de gaz envisagées à l'horizon 2050, les pouvoirs publics attendaient de nous ces dernières années que nous leur disions quels stockages de gaz nous allions fermer et quand. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que le discours a complètement changé, et que l'on nous demande désormais plutôt d'ouvrir de nouveaux stockages, ce que nous étudions avec notre filiale Storengy.

Surtout, la règle de fonctionnement des stockages a complètement changé d'un point de vue économique, puisque nous sommes passés dans un système de régulation du stockage, qui permet de garantir la fiabilité et un prix permettant à tous les acteurs de trouver un intérêt économique à alimenter les stockages. À ce titre, je remercie les services du ministère, le gouvernement et le régulateur qui ont énormément travaillé à cette règle, et je pense que la vision consistant à dire qu'une infrastructure essentielle ne peut pas être totalement laissée aux forces du marché, qui connaît des à-coups, est la bonne.

Grâce à cette régulation, les stockages étaient pourvus, ils ont tous été réservés, et ils sont tous pleins. ENGIE a réservé ses capacités de stockage et les a remplies, de même que tous les acteurs qui ont été très sérieux. Je tiens à souligner le professionnalisme de toute la famille gazière, grâce à la-

quelle, en dépit de la volatilité des prix, les stockages se sont remplis très régulièrement, tout au long de la période d'injection. Cela signifie que tous les acteurs économiques du monde gazier ont assuré en priorité cette sécurité d'approvisionnement et se soucient de leurs clients.

Le deuxième élément qui nous permet de faire face à cette crise réside dans les terminaux méthaniers. ENGIE, à travers sa filiale Elengie exploite trois terminaux méthaniers en France, qui sont utilisés à plus de 95 % cette année. Nous avons battu tous les records historiques d'utilisation de nos terminaux méthaniers, alors qu'il y a quelques années, l'utilisation était tombée en dessous de 50 %. Aussi, certains s'interrogeaient sur l'opportunité de conserver ses terminaux méthaniers. La réponse est aujourd'hui évidente : elle est économique.

Depuis le début de cette crise, grâce aux terminaux méthaniers, les écarts de prix entre la France et l'Allemagne, pour l'année prochaine, sont durablement fixés autour de 20 €/MWh pour le gaz. L'Allemagne ne dispose pas de terminaux méthaniers, elle n'a pas pu acheter de gaz naturel liquéfié. Avec cet écart de prix, cela veut dire que les acheteurs ont gagné sur leur facture de gaz le coût du terminal méthanier de Fos Cavaou, à Fos-sur-Mer, qui est le plus récent, pour un terminal qui peut fonctionner durant 50 ans. Aujourd'hui, l'écart entre le prix français et les prix pratiqués en Allemagne et en Autriche dépasse 100 €/MWh, pour une livraison demain. À ce niveau de prix, une infrastructure digne d'un terminal méthanier est rentabilisée en quelques jours. J'insiste sur ce point, car la valeur d'usage des infrastructures apparaît dans l'aspect assurantiel et la valeur de crise. Cette crise nous montre à quel point il faut de la redondance dans les infrastructures, donner de la valeur à une sécurité stratégique. Comme toute assurance cela n'a de la valeur que lorsque l'on en a besoin. Et c'est précisément lorsqu'on en a besoin que l'on se rend compte que cette valeur est quasiment infinie. En effet, force est de constater qu'en quelques jours on finance la construction d'un terminal méthanier ou d'un nouveau stockage. C'est cet ordre de grandeur qui est très important et qui doit être prioritaire dans tous les débats que nous avons.

Monsieur PINTAT, je voudrais sincèrement vous remercier des mots que vous avez employés concernant le nouveau contrat de concession de GRDF en m'attribuant une partie de la responsabilité. Je tiens à remercier toutes les équipes de la FNCCR, tous les élus qui se sont impliqués, et toutes les équipes de GRDF, car je sais que c'est cette vision partagée et cette capacité à dialoguer qui ont permis de définir ensemble quelles sont les infrastructures essentielles pour notre pays en matière d'énergie.

Les stockages sont pleins, les prévisions de déchargement de GNL sont présentes : il n'y a donc pas d'inquiétude majeure sur la sécurité de l'approvisionnement en gaz pour la France pour l'hiver qui vient, quels que soient les scénarios plus à l'Est.

La nécessaire sobriété énergétique

En revanche, il faut évidemment économiser l'énergie, puisqu'il n'y a qu'en baissant la demande que les prix pourront à nouveau diminuer, pour parvenir à un niveau acceptable pour tout le monde. Cette sobriété est essentielle et doit s'appliquer au gaz et à l'électricité. Je suis parfois étonné d'entendre que certains considèrent que le problème de l'électricité ne se rencontre qu'en période de pointe. Dans la situation sans précédent que nous vivons, tout kilowattheure économisé, même la nuit, est un kilowattheure qui permettra de déplacer les énergies fossiles, de consommer moins de gaz ou moins de charbon.

Cette nuit, la France a importé de l'électricité toutes les heures de la nuit, la France a fait fonctionner toutes ses centrales à gaz durant toutes les heures de la nuit. En ce moment, la France importe 7 GWh d'électricité. J'insiste donc sur le fait que chaque kilowattheure d'électricité économisé générera une économie de 2 kWh de gaz. Il est important de porter collectivement ce message, car ce n'est pas le message auquel nous avons été habitués puisqu'il ne reflétait pas la réalité du monde d'il y a quelques années. C'est la réalité d'aujourd'hui, et c'est la raison pour laquelle les efforts de tous seront essentiels. Même les particuliers, qui sont en partie protégés par le bouclier tarifaire, même si les factures de gaz et d'électricité ont toujours été des factures lourdes pour les ménages, et même si la précarité énergétique est un enjeu clé, doivent prendre des mesures. Il s'agit de baisser la température de chauffage, d'utiliser moins d'eau chaude sanitaire, etc. Si tous les logements français baissent la température d'un degré, que le chauffage fonctionne au gaz ou à l'électricité, l'économie globale atteint à peu près le niveau de ce que la France achetait aux Russes avant le début de la guerre. Les montants sont très significatifs. Nous avons tous un rôle à jouer pour porter ce message qui permettra de baisser les prix des énergies et de préserver l'industrie européenne qui souffre énormément.

Dans ce contexte, ENGIE va évidemment mettre en place un certain nombre d'actions envers ses clients. Depuis le début de cette guerre, ENGIE est très sensible aux difficultés de ses clients. Ainsi, nous avons annoncé ce matin le lancement d'une nouvelle offre à travers Mon Bonus ENGIE +, d'où l'idée de lancer des messages d'alerte et de lancer un concours temporaire pour créer une émulation. Cette offre s'ajoute aux offres existantes : Ma Conso

+ (optimisation de consommation électrique) et toutes les offres de pilotage de la consommation de gaz ou de l'électricité proposées aux particuliers. En complément, concernant les particuliers, nous allons essayer d'accélérer sur l'autoconsommation solaire, qui rencontre un grand succès avec l'offre My Power.

ENGIE accompagne également tous les clients professionnels dans la décarbonation à travers différentes offres et un certain nombre d'efforts comme l'abondement du bouclier tarifaire gaz, l'abondement du chèque énergie de 90 M€ annoncé en milieu d'année. Le bouclier tarifaire est un effort très important consenti par tous les fournisseurs de gaz. Pour un groupe comme ENGIE, il représente 1 Md€ qui seront remboursés par l'État. Toutefois, l'avance est consentie par ENGIE. Là aussi, le fait d'avoir rempli les stockages génère une trésorerie de 2 Md € supplémentaires par rapport à la trésorerie historique. C'est donc un effort financier supplémentaire très important pour ENGIE, mais il est nécessaire et légitime. Pour les PME, qui sont aux premières lignes de ces difficultés financières, nous complétons cet effort par un fonds de 60 M€ pour abonder les plans de redressement des PME en difficulté, qui ne pourraient pas faire face à cette crise de l'énergie.

L'accélération de la transition énergétique

Au-delà de ces efforts de solidarité de court terme, la solution est évidemment d'accélérer la transition énergétique. Vous avez mentionné le biométhane, auquel je suis très attaché. Je m'en suis fait l'avocat dans mes fonctions précédentes. Oui, d'ici une dizaine d'années, on peut imaginer que le biométhane en France remplace le gaz que l'on achetait aux Russes avant la guerre. Cela doit être notre objectif, et c'est évidemment très important. Au-delà de tous les efforts consentis par GRDF et GrTgaz, ENGIE, et notamment ENGIE BioZ dont le siège est à Rennes, produit déjà 600 GWh par an. Nous atteignons près de 8 TWh annuels de biogaz injectés dans les réseaux.

Vous souligniez le retard de l'énergie éolienne par rapport à ses ambitions. Force est de constater que le biométhane est la seule énergie renouvelable en avance par rapport aux ambitions qui avaient été fixées par le gouvernement. À l'époque, je ne les trouvais pas suffisamment ambitieuses. C'est bien la preuve que toute la profession s'est mobilisée pour la production d'un biométhane vertueux, qui ne soit jamais produit au détriment de la sécurité alimentaire, et qui soit toujours produit dans une logique de valorisation des déchets et d'insertion dans les territoires.

Cependant, pour ENGIE, la solution vient de toutes les possibilités. Depuis toujours, nous sommes convaincus qu'une bonne politique énergétique passe par la diversification des vecteurs énergétiques et par la diversification des approvisionnements énergétiques. C'est la raison pour laquelle nous avons été les plus ambitieux dans le déploiement du solaire. ENGIE est aujourd'hui le premier producteur d'énergie solaire en France, avec 1,6 GW déjà installé et un énorme projet d'accélération. ENGIE est également le premier producteur d'énergie éolienne, avec 2,8 GW installés. ENGIE est le deuxième producteur d'énergie hydraulique avec le renouvellement de la concession de la CNR, et notre volonté d'en faire un instrument majeur de développement du territoire. Enfin, ENGIE est le premier opérateur de réseau de chaleur, à commencer par celui de Rennes, et le premier opérateur en France de réseaux de froid. Toutes ces solutions que certains aiment parfois opposer doivent se compléter, car nous avons besoin de chacune d'entre elles pour réussir la transition énergétique.

Le groupe s'est fixé comme ambition d'atteindre 80 GW mondialement installés en termes d'énergie renouvelable, et la France ne sera évidemment pas oubliée dans ce domaine. Nous souhaitons en effet rester le leader des énergies renouvelables, y compris dans les énergies marines.

La force de l'ancrage territorial

Je profite de cette occasion pour vous parler du projet que nous développons avec Énergie Morbihan pour la production d'hydrogène vert à Vannes. Je vous prie de m'excuser de ne pas avoir le temps de citer les très nombreux projets que nous menons en partenariat avec des syndicats d'énergie. Cet ancrage dans les territoires fait le succès d'ENGIE et nous avons voulu le matérialiser par la création d'un label : le label TED pour Transition énergétique durable, qui reprend toute la démarche exemplaire pour faciliter l'acceptabilité des projets d'ENGIE. Nous aurions sans doute dû l'appeler Territoire énergétique durable, car c'est bien grâce à cet ancrage dans les territoires, qui n'est porté par personne mieux que par les élus et les services de la FNCCR, que nous pouvons évidemment réussir cet ancrage pour convaincre nos habitants.

Juste avant mon intervention, nous évoquions avec le Président PINTAT, le fait qu'à un moment ou un autre, toutes les filières énergétiques subissent des assauts et des critiques, qu'il s'agisse du nucléaire, de l'éolien, du biométhane. Certaines filières sont mieux acceptées que d'autres. Cependant, nous serons toujours confrontés à des visions idéalistes, certains croyants que nous pourrions un jour trouver l'énergie merveilleuse qui n'a aucun

effet secondaire. Produire de l'énergie est un métier difficile, et le plus important est de jouer solidairement, de trouver des solutions au plus proche des territoires pour non seulement produire de l'énergie durable, mais aussi être sûr qu'elle sera en permanence à disposition de nos populations, au moment où elles en ont besoin et là où elles ont besoin.

La logique de réseau et de partenariat qui anime depuis des décennies les relations entre la FNCCR et ENGIE est essentielle.

Je vous remercie de votre attention.

Stéphane SIGNORET

Merci Monsieur SAUVAGE.

Sébastien PICOT

Directeur général délégué du Territoire d'énergie du Puy-de-Dôme

Je vous remercie Monsieur SAUVAGE pour vos propos extrêmement éclairants. Vous écouter est toujours un réel plaisir. Je suis Directeur général délégué du Territoire Énergie Puy-de-Dôme, en charge d'un groupement d'achat d'énergie pour le département du Puy-de-Dôme. Pour analyser l'envolée des prix sur les marchés de gros de l'énergie, vous avez cité la conjonction de trois éléments majeurs dont l'occurrence semblait peu probable. Dans la mesure où nous faisons preuve de résilience, et dans l'hypothèse où il semble encore plus improbable qu'une conjonction similaire se produise à nouveau, au moins à court terme, que pensez-vous des positions commerciales de certains fournisseurs d'énergie, qui refusent aujourd'hui d'honorer des contrats d'énergie souscrits par des acheteurs publics, ou qui refusent même de répondre à des appels d'offres pour des positions futures ? Pouvez-vous nous éclairer sur la stratégie d'ENGIE sur cette question du marché de détail auprès des collectivités adhérentes à ces groupements ? Je vous précise que sur le territoire du Puy-de-Dôme, ENGIE ne figure pas dans notre groupement titulaire d'un accord-cadre.

Édouard SAUVAGE

Votre question aborde deux sujets très différents. Tout d'abord, s'il s'agit de savoir si un contrat doit être honoré, la réponse est évidemment oui. Je n' imagine pas qu'une entreprise responsable, sauf en cas de dépôt de bilan, ce qui est arrivé à quelques opérateurs, n'honore pas ses signatures.

Concernant le renouvellement de contrat, nous espérons bien qu'un jour, la situation s'améliorera.

EDF a procédé à des annonces concernant le redémarrage de plusieurs réacteurs qui devraient permettre d'envoyer un signal sur les marchés de gros de l'électricité mais cela prendra du temps.

L'autre certitude est que la capacité de la Russie à être un fournisseur fiable de l'Europe est très durablement dégradée. Aujourd'hui, nous parvenons à faire face grâce au gaz naturel liquéfié, mais ce problème ne sera pas réglé en un mois. Cette crise n'a rien à voir avec celle de 2009, durant laquelle les flux de gaz russe à travers l'Ukraine avaient été complètement interrompus durant trois semaines. Il s'agissait déjà d'une crise gazière forte, mais avec le ferme espoir de revenir à la normale puisqu'il ne s'agissait que d'un différend commercial. En l'occurrence, dans la crise qui nous occupe aujourd'hui, si revenir à une situation normale avec la Russie revient à retrouver la situation d'avant-guerre, il est évident que cela n'arrivera jamais. Cette situation de décalage est donc durable.

Par ailleurs, concernant l'électricité, s'ajoute le fait que les types de contrats vont profondément évoluer. Depuis des années, les producteurs et les consommateurs avaient la volonté de stabiliser les prix par avance, ce qui donnait lieu à des contrats préfixes d'un, deux ou trois ans. Quasiment tous les producteurs d'électricité adoptaient cette politique, et toute la profession y trouvait un intérêt en termes de stabilité. Pour les entreprises productrices, cela permettait d'avoir une communication financière claire vis-à-vis des actionnaires. Pour les consommateurs, cela apportait de la visibilité et de la lisibilité.

Si nous prenons l'exemple d'un producteur hydraulique, qui se retrouverait brusquement, en été, dans un scénario qui sort de ces statistiques, il aurait alors vendu d'avance son électricité sans être en capacité de la produire. Il faudrait donc qu'il la rachète beaucoup plus cher que ce qu'il l'aurait vendu, et se trouverait en situation de devoir expliquer à ses actionnaires, que bien que producteur, il perd de l'argent. Une grande entreprise électrique pour laquelle j'ai beaucoup de respect s'est aussi retrouvée dans cette situation.

La vision de ces producteurs a donc complètement changé face à ces aléas qui sont plus importants que ce qu'ils avaient anticipé. Ils n'auront donc pas la capacité des mêmes volumes que par le passé. Il faudra donc que l'ensemble du secteur trouve une nouvelle manière de fonctionner. Cela ne signifie pas pour autant que les acheteurs doivent basculer sur les prix de marché. Par exemple, le régulateur belge avait indexé les contrats de gaz sur les marchés, et les factures des clients belges sont catastrophiques. Il en est de même au Royaume-Uni pour les mêmes raisons.

Je ne dis pas que la seule solution serait que les clients prennent le risque du marché. Mais il faut avoir conscience que nous ne disposerons plus des mêmes volumes à prix fixe que par le passé, parce qu'un certain nombre de producteurs seront obligés d'ajouter des marges de précaution et parce qu'ils ne vendront pas autant à prix fixe qu'ils ne le faisaient par le passé. Il faudra donc retrouver un nouvel équilibre, peut-être en achetant plus progressivement pour certains, ou en acceptant une prise de risque un peu plus importante pour d'autres. Il faudra trouver un juste équilibre, autant pour les producteurs que pour les acheteurs, et la situation n'est pas la même pour un industriel qui peut temporairement s'effacer, que pour un particulier. En tout cas, il est légitime qu'aujourd'hui un certain nombre d'acteurs ne soit plus en capacité de proposer des offres à prix fixe, simplement parce que ces profils n'existent plus sur le marché.

Comme vous le voyez, le débat monte. Des tas d'idées se font jour. Chez ENGIE, nous avons proposé de prix sur le prix de marché du gaz, en indiquant qu'il suffisait de mettre le cap à un niveau suffisamment élevé pour que le GNL vienne d'Asie en Europe. Se fixer à un cap supérieur générerait du sur profit pour la Russie et la Norvège. L'idée fait son chemin, une quinzaine de pays ont fait savoir à la Commission européenne qu'ils y étaient favorables. Mais la commission persiste à dire qu'il faut garder des silos de marché. Or, tous les acteurs du marché s'accordent à dire qu'il ne sera pas possible de trouver de gros volumes d'électricité pour l'année prochaine. Ça n'est pas un vrai marché, au sens où il n'est pas profond ni liquide. Il est à peu près transparent. Il va donc falloir essayer de totalement réinventer de nouveaux modes de fonctionnement des marchés, et c'est difficile parce que les états membres se trouvent dans des situations très différentes. Certains sont très théoriciens et peu pragmatiques, notamment à la Commission européenne. Pour moi, la solution n'est ni au retour à des monopoles historiques ni au système actuel qui montre ses limites. Je me réjouis du fait que l'on soit parvenu à faire réguler le stockage, car on voit bien que concernant les infrastructures essentielles, il faut bien qu'à un moment donné, quelqu'un paye la valeur assurantielle. Alors il est toujours possible également de rendre l'assurance obligatoire. C'est le cas dans l'assurance automobile, secteur dans lequel le monopole n'existe pas. Des systèmes de fonds de solidarité que l'on indemnise quand même les victimes d'accidents dont sont responsables les quelques personnes non assurées.

Il est important de trouver cette solution, car la manière dont on fonctionnait, notamment dans le secteur de l'électricité, ne fonctionnera plus dans les années qui viennent, parce que la plupart des producteurs seront obligés de vendre beaucoup moins que par le passé de peur de devoir racheter de l'électricité très cher, et d'être incapable de l'expliquer à leurs actionnaires.

Par ailleurs, comme vous le savez, les entreprises pétrolières n'ont jamais eu ses problématiques de couverture, simplement parce que le consommateur qui prend de l'essence l'achète au spot, et n'a pas la possibilité d'acheter son essence à un prix garanti pour les deux ans à venir.

Nous allons devoir trouver le juste milieu, et c'est un vrai challenge. Je pense que les collectivités ont un rôle majeur à jouer dans leur capacité à réaliser des groupements d'achat.

Stéphane SIGNORET

Je vous remercie de cette explication qui démontre que nous entrons dans un monde nouveau dont les contours sont encore flous.

Yves SIMON

Président du Syndicat départemental d'énergie de l'Allier - Territoire d'énergie Allier et Vice-président de la FNCCR

Je suis Président du Syndicat départemental d'énergie de l'Allier. Je vous remercie de votre exposé brillant, très clair et sans langue de bois. Mon syndicat est en Délégation de service public avec l'une des filiales d'ENGIE, sur un réseau de chaleur. Celle-ci n'ayant pas garanti ses achats de gaz, nous sommes contraints de faire évoluer sensiblement nos tarifs. Cela va poser d'importants problèmes, notamment parce que ce réseau dessert un lycée et des logements sociaux, avec lesquels il sera très compliqué de mettre en place une rétroactivité. C'est un sujet très ennuyeux pour notre syndicat. Par ailleurs, je connais votre attachement à structurer les démarches sur les énergies nouvelles. J'ai été auditionné hier à l'Assemblée nationale sur le sujet de l'acceptabilité des énergies nouvelles dans le cadre du tourisme. Je pense que les communes ont été oubliées sur la maîtrise du foncier concernant le photovoltaïque. Je suis maire d'une petite commune de cinquante habitants sur laquelle nous avons un projet de 50 ha de panneaux photovoltaïques. Nous sommes devenus propriétaires des terrains et leur location nous permettra d'accompagner le monde agricole qui connaît de très grandes difficultés, d'opérer une diminution des impôts, et d'améliorer les œuvres sociales. Ce projet est un projet pilote EDF. Je pense qu'il faut remettre la maîtrise du

foncier au cœur des débats, notamment concernant le photovoltaïque. Les maires ont la capacité de choisir des terrains qui ne généreront pas de nuisances vis-à-vis de l'environnement et du tourisme. Dans mon département, les projets déposés en préfecture représentent 7000 ha de panneaux photovoltaïques. Ces projets sont déposés dans la plus pure anarchie, y compris concernant nos capacités d'injection. Enfin, s'agissant du développement de la méthanisation,

S'agissant de la méthanisation, en raison de l'inflation sur le prix des matériaux et le coût de l'électricité le début d'année 2022 a été très compliqué, les plans de financement n'étant pas acceptables pour les agriculteurs, ils ne permettaient pas un retour sur investissement. La DGEC n'a pas été très claire sur le sujet de la méthanisation et semble s'y opposer.

Nous attendons de connaître les possibilités que nous aurons à contractualiser sur certaines productions locales, de sorte à améliorer le développement et l'acceptabilité. Un département comme l'Allier devrait atteindre 12 % d'autofourniture de biogaz en 2023. Avec 10 méthaniseurs, les collectivités de l'Allier peuvent fournir 100 % de la production de gaz. Je sais l'écoute que vous avez auprès des autorités et c'est la raison pour laquelle je me permets de soulever ces quelques sujets.

Édouard SAUVAGE

Je vous remercie pour vos propos aimables. En effet, nous essayons de faire passer quelques idées auprès du gouvernement. Mais, pour convaincre le pouvoir politique et l'administration, dont il ne faut pas sous-estimer le rôle, il faut la convergence de vue des différents acteurs. Il est donc important que nous puissions porter les mêmes messages. Leur vision du stockage de gaz a complètement changé, et nous nous réjouissons de voir que dans le dernier communiqué de presse, la ministre s'est félicitée de l'accélération des projets de biométhane. Il y a un an, les services estimaient scandaleux que les projets aillent beaucoup plus vite que prévu, considérant que cela risquait de coûter cher. Cela fait très longtemps que j'explique qu'un jour le biométhane coûtera moins cher que le gaz naturel, sous réserve de prendre en compte la valeur carbone qui doit y être attachée. Il y a quelques années, un certain nombre de personnes accueillait cette réflexion avec un certain scepticisme. Mais force est de constater que le monde a complètement changé et que le biométhane est devenu acceptable. Nous nous étions réjouis que le précédent gouvernement ait voté les certificats de production de biométhane, avec donc l'idée d'incorporer progressivement le biométhane dans les offres pour les

clients particuliers. Il est clair qu'imposer un pourcentage de bio méthane à tous les clients est la bonne approche. Dès lors que cela se fera à un niveau fixe acceptable, la vision sur la pertinence de ce dispositif changera radicalement. Pour moi, l'avenir du bio méthane et là, plutôt que de rediscuter chaque année avec le ministère du Budget sur le tarif de rachat. Il est très important de donner les outils permettant aux clients d'accepter d'acheter de l'électricité verte ou du gaz vert. Je suis toujours très ennuyé d'entendre certains me dire que l'électron qu'ils consomment n'est pas celui qui a été produit. En effet, acheter des garanties d'origine en Islande l'été pour se chauffer en France l'hiver est scandaleux. Mais il existe des systèmes de garantie d'origine qui reflètent à peu près la réalité de fonctionnement des réseaux. À terme, on ne réussira cette transition énergétique que si les clients sont satisfaits d'acheter de l'énergie verte.

Il est totalement absurde de dire que des lignes directes seront réalisées entre les éoliennes et les usines. Il faut au contraire profiter de la chance que nous avons de disposer de réseaux électriques et de réseaux de gaz, certes perfectibles, mais qui existent. Enfin, il serait également totalement absurde de supprimer certains réseaux de gaz, au motif que la consommation diminue. Au contraire, puisque ces réseaux existent, il faut en profiter pour créer des réseaux de collecte du biométhane et laisser la possibilité à chacun de se connecter un jour. J'aime rapprocher cette réflexion de l'image du système de sécurité incendie. Ce n'est pas parce que le système de sécurité incendie est installé dans une salle qu'il faut le débrancher au motif qu'il n'y a jamais d'incendie. Je considère qu'un réseau qui est peu ou pas utilisé doit être conservé, car on ignore ce qui peut se produire. Une rupture technologique pourrait amener à les utiliser pour d'autres vecteurs énergétiques, ou la survenue d'incidents pourrait les rendre très utiles. J'invite donc sérieusement à profiter de ces réseaux qui existent déjà, qu'il s'agisse de réseaux de chaleur, de réseaux de froid, de réseaux électriques, ou de réseaux de gaz. Je ne doute pas un instant que ces réseaux seront complétés à l'avenir par des réseaux d'hydrogène.

Philippe MOISSON

Président du Syndicat départemental d'énergie du Cher

Je suis Président du SDE 18. Mon intervention rejoint celle de mon collègue de l'Allier. Le département du Cher est un département rural, où il y a une production de biométhane. Nous avons de plus en plus d'unités de méthanisation, dont l'acceptabilité est assez bonne. Nous produisons local, et nous aimerions pouvoir consommer local. Lorsque l'on demande aux collectivités de laisser passer des canali-

sations par la mise en place de conventions, les maires des communes rurales aimeraient que leurs communes soient desservies. J'ai déjà alerté les parlementaires de mon département. En effet, si nous voulons un bon taux d'acceptabilité des EnR, il faut à la fois produire local et consommer local, produire vert et consommer vert. Cette solution offre une possibilité aux agriculteurs de gagner de l'argent et de sortir des difficultés qu'ils rencontrent. Concernant le biométhane, nous essayons de consommer local en mettant en place la vente directe depuis les exploitations agricoles. Il serait vertueux de procéder de même pour les EnR, en particulier pour le gaz.

Édouard SAUVAGE

Je vous remercie de votre intervention et note que le Président PINTAT partage votre point de vue. Vous avez raison. Lorsque nous faisons des offres, nous nous apercevons qu'une offre de gaz local attire beaucoup plus nos clients qu'une offre de gaz vert. C'est beaucoup plus parlant pour eux. La capacité de desserte, lorsqu'il faut créer réseau, est un vrai sujet, et je préfère cette solution à la solution monétaire qui consiste à donner de l'argent pour accueillir des retombées. En effet, pour beaucoup de nos citoyens, s'inscrire dans un projet de territoire est plus important que gagner un peu d'argent en plus. C'est un sujet que nous devons porter, même si un important travail a déjà été réalisé sur les schémas de desserte. Nous devons trouver des solutions pour améliorer la problématique de la desserte complémentaire de raccordement des méthaniseurs.

Stéphane SIGNORET

Vous avez tout à l'heure évoqué le fait que les réseaux pourraient éventuellement servir à autre chose. Nous avons pu parler de l'hydrogène qui est pourtant un sujet important actuellement, qui mobilise des investissements lourds. GrT-gaz travaille actuellement à des projets de méthanation. Des projets de stockage de l'hydrogène sont à l'étude avec HyPSTER, des projets de conversion des réseaux gaz en réseaux hydrogènes sont réfléchis, et il existe même du transport transfrontalier avec Fluxys.

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE L'ÉCHELLE DE TEMPS EST COHÉRENTE PAR RAPPORT À LA MANIÈRE DONT VOUS DEVEZ GÉRER VOS INFRASTRUCTURES SUR LE TRÈS LONG TERME ?

Édouard SAUVAGE

Je pense en effet que l'échelle de temps est cohérente.

Si l'objet consiste à développer la demande hydrogène pour utiliser l'hydrogène réalisé par vaporeformage de gaz naturel, le bilan carbone sera bien plus mauvais que celui de l'usage immédiat du gaz naturel. C'est un peu le même sujet que certains pays qui souhaitent pousser l'usage du véhicule électrique alors que leur électricité vient du charbon. Nous sommes convaincus que l'horizon 2050 pour la production d'une énergie zéro carbone passe par l'utilisation significative de l'hydrogène. Le faire maintenant et pousser dès à présent la consommation d'hydrogène produirait un mauvais bilan carbone. Il faut évidemment s'y préparer et inscrire cet usage dans des actions dans la durée, avec d'abord des clusters industriels, puis décarboner l'hydrogène déjà consommé par l'industrie, qui est produit à partir de gaz naturel, et, petit à petit, travailler sur toutes les avancées technologiques qui permettront d'obtenir un hydrogène vert. Nous sommes convaincus qu'il faudra certainement en importer. Il existe des endroits sur Terre, peu densément peuplés d'ailleurs, où la possibilité d'avoir une énergie renouvelable abondante et peu cher est beaucoup plus développée qu'en France. Dès lors que les coûts de transport de l'hydrogène baisseront et dès lors que les technologies permettront cette production, alors le choix le plus économique sera certainement de produire hydrogène là où l'EnR ne sera pas cher et de le rapporter en Europe. Je pense qu'il y aura aussi une part de production locale. Ces projets s'inscrivent dans le temps et il ne faut surtout pas pousser les usages trop vite au risque d'obtenir un mauvais bilan carbone.

Didier LE BARS

Vice-président de Territoire d'Énergie Eure-et-Loir

Bonjour, je suis Vice-président de Territoire d'Énergie Eure-et-Loir. Avez-vous des informations concernant le tarif réglementé de vente ? En effet, il était question de le supprimer en 2023. Savez-vous si ce projet est maintenu ou repoussé ?

Édouard SAUVAGE

Cette décision n'est pas de notre ressort. Cette décision répond à une loi et à une obligation européenne. Le tarif réglementé de vente est un signal qui permet au consommateur d'avoir une référence. Depuis le début de la crise, nous proposons aux régulateurs de l'énergie de conserver la publication d'une sorte d'indice de référence sur le quels les acteurs peuvent se rapprocher et qui permet de la transparence. Même si la demande croît, je n'entends pas dire que le gouvernement envisagerait de prolonger le tarif réglementé de vente.

Xavier HUBERT

Président du Syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

Bonjour, je suis Président du Syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure. Concernant la production d'hydrogène vert, je suis étonné que vous disiez que les perspectives de production seraient plus importantes à l'étranger. Ne craignez-vous pas de mettre à mal la souveraineté nationale que nous essayons de créer en matière d'énergie, et de nous rendre dépendants, avec tous les risques politiques et géopolitiques que nous connaissons, si la ressource était produite à l'étranger.

Édouard SAUVAGE

Je vous remercie de votre question qui me permet de préciser ma réponse. Il me semble bien avoir dit qu'il y aura aussi de la production locale. J'entends par là qu'il ne faut pas opposer les deux. La production locale et les importations devront cohabiter pour des raisons d'équilibre des coûts. Là encore, le vrai sujet de trouver la meilleure solution économique et ne pas se trouver en situation de dépendance. Il ne faudrait donc pas se trouver en situation de ne pas pouvoir faire face à des ruptures d'approvisionnement. Disposer de suffisamment d'énergie renouvelable en France est un challenge énorme, et c'est donc une remarque de bon sens que de dire qu'il existe certaines zones sur Terre, où il n'y a pas âme qui vive, et où le vent souffle 90 % du temps. Dans ces endroits, la production d'énergies renouvelables s'effectue dans des conditions de compétitivité qui n'ont rien à voir avec ce que l'on peut espérer avoir un jour en France. Je n'oppose pas les deux sources de production : il y aura évidemment de la production d'hydrogène en France, mais je dis simplement qu'aujourd'hui nous n'avons pas suffisamment d'énergies renouvelables pour faire face à nos usages. Et je rappelle que beaucoup de centrales à charbon tournent encore en Europe, et que les centrales à gaz fonctionnent en ce moment à plein régime. Si la contrepartie de vouloir passer sur des usages d'énergies renouvelables trop vite est de maintenir des centrales à charbon en fonctionnement en Europe ou ailleurs, alors la solution n'est pas la bonne du point de vue du bilan carbone. Pour autant, il faudra développer des solutions adaptées aux territoires, solutions dans lesquels hydrogène vert prendra toute sa place.

Stéphane SIGNORET

Hier même, Michel DERDEVET rappelait que l'énergie est un enjeu qui peut parfois être violent. Nous l'avons vu en Ukraine avec la crise autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Récemment, le Nord Stream aurait subi un sabotage. Cela sort un peu des thématiques que nous venons d'aborder.

POUR AUTANT, LORSQUE COMME VOUS, ON GÈRE DES INFRASTRUCTURES EUROPÉENNES, CETTE QUESTION DE LA SÉCURITÉ RISQUE-T-ELLE DE DEVENIR TROP PRÉGNANTE AU RISQUE DE BLOQUER D'AUTRES SUJETS ?

Édouard SAUVAGE

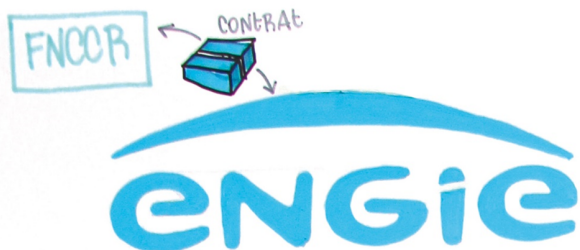
La question de la sécurité et prégnante et c'est bien la raison pour laquelle je rappelais que la politique qui nous a été demandée, dans les infrastructures gazières, est de pouvoir faire face à la rupture totale d'une des sources d'approvisionnement, qu'il s'agisse du gaz venant de Russie, d'un terminal GNL qui serait victime d'un incident d'exploitation, ou d'un gazoduc offshore qui serait périmé. Tout cela est en place, d'où le fait que nous ne rencontrons pas aujourd'hui de difficultés : les stockages sont pleins. Sauf nouvel accident, il ne devrait pas y avoir de problème pour passer l'hiver gazier, et encore moins si la sobriété énergétique est en place et si la production électrique sollicite moins de gaz. En effet, aujourd'hui, le seul domaine dans lequel la demande de gaz augmente c'est la production d'électricité. Cette sécurité était donc en place nous permettant de faire face à la rupture de fourniture du gaz russe. Évidemment, il n'existe pas de deuxième sécurité. Nous travaillons donc sur la mise en place de stockages supplémentaires, sur les extensions rapides possibles à mettre en œuvre. La capacité du terminal de Fos-sur-Mer a été augmentée de 20 TWh, en revoyant simplement nos processus de réchauffement du gaz naturel liquéfié, et en obtenant une autorisation administrative de modifier ce processus. En résumé, on nous a autorisés à rafraîchir la Méditerranée, puisqu'en augmentant le débit, nous rejetons davantage d'eau fraîche dans la Méditerranée. Toutes ces solutions sont étudiées, sachant que selon moi, la meilleure solution de substitution au gaz russe, c'est la production locale de biométhane, mais cela prendra encore quelques années. La France développe beaucoup de projets d'hydrogène vert. La production locale est une sécurité ultime, mais cela n'interdit pas d'aller chercher d'autres sources énergétiques, qui seraient moins cher et compétitives. Il s'agit là de bon sens populaire : on ne met pas tous ces hauts dans le même panier. Aujourd'hui, nous sommes dans un système tendu, qui ne pourrait pas faire face à un aléa aussi grave que celui que nous connaissons avec la crise

russe. Mais toutes les solutions visant à agir dans un pareil cas de figure sont étudiées. En quelles circonstances, il faudra compter sur le délestage et le rationnement.

Xavier PINTAT

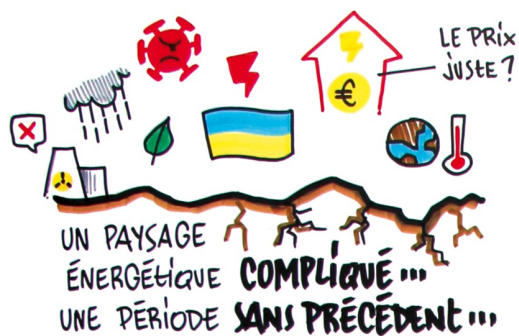
Je remercie Édouard SAUVAGE de la clarté de son propos. J'apprécie votre effort de pédagogie pour expliquer les différents mécanismes et les difficultés que nous connaissons aujourd'hui, ainsi que les enjeux qui se présentent. La FNCCR a de nombreux points de convergence avec le groupe ENGIE, notamment sur le biogaz ou les contrats d'achat à long terme, sujet sur lequel nous sommes tout à fait disposés à travailler avec vous pour mettre au point ces dispositifs. Je vous remercie vivement de votre participation.





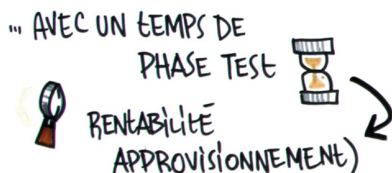
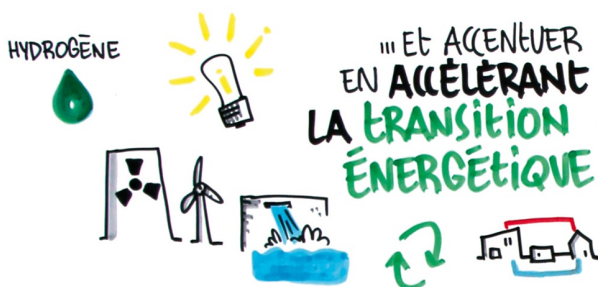
IMPACT MAJEUR

MAIS ÇA FONCTIONNE!

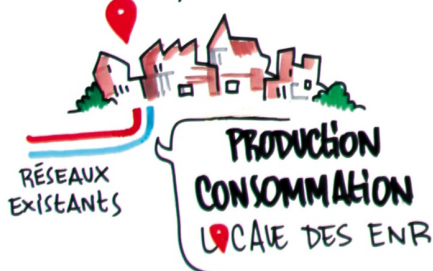


IMPROBABLE!

MAIS IL FAUT QUAND MÊME FAIRE TOUS UN EFFORT DE SOBRIÉTÉ



BESOIN DE CLARITÉ, D'ÉCOULE AU PLUS HAUT NIVEAU!



LOGIQUE DE PARTENARIATS EN RÉSEAU!



OLIVIER SAMPSON



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE